

NICE - correspondante

C'est une petite villa isolée sur une colline, au milieu des chênes verts et des figuiers. Un bel endroit, a priori : de la terrasse, on peut voir la ville. Mais lorsque vous approchez, la puanteur vous saisit, âcre, pénétrante ; une odeur d'urine, de détrit, de mort aussi. Elle émane des murs maculés d'excréments, des monticules de boîtes de conserve à moitié vides, des cadavres d'animaux entassés un peu partout. C'est ici, avenue de la Clua, sur les hauteurs de Nice, qu'ont été découverts, le 4 décembre 2021, une centaine de cadavres de chats en décomposition dans des boîtes, ainsi qu'une trentaine encore vivants mais très mal en point. « La maison de l'horreur », a conclu la presse locale.

Ce matin-là, Joëlle Marchal, 64 ans, s'en souvient bien, il faisait un froid glacial. Cette comptable encore en exercice reçoit un appel avant de partir au bureau : son oncle Francis, 81 ans, dont elle s'occupe depuis des années avec sa mère et ses filles, et qu'elle considère comme son père, est à l'hôpital à cause de son dos. Elle habite à une vingtaine de kilomètres de là, mais Francis, ancien vendeur de voitures habitué depuis des lustres à vivre en célibataire, lui demande de passer chez lui « nourrir les chats ».

Sitôt la porte ouverte, une dizaine d'entre eux, affamés, s'échappent. A l'intérieur, il en reste une vingtaine, rachitiques et malades. Le corps d'un autre gît sur le canapé, dévoré par ses congénères. Dans les escaliers, la salle de bains, la buanderie, elle découvre des dizaines et des dizaines de boîtes en plastique scellées, pleines de cadavres en décomposition. L'odeur est suffocante.

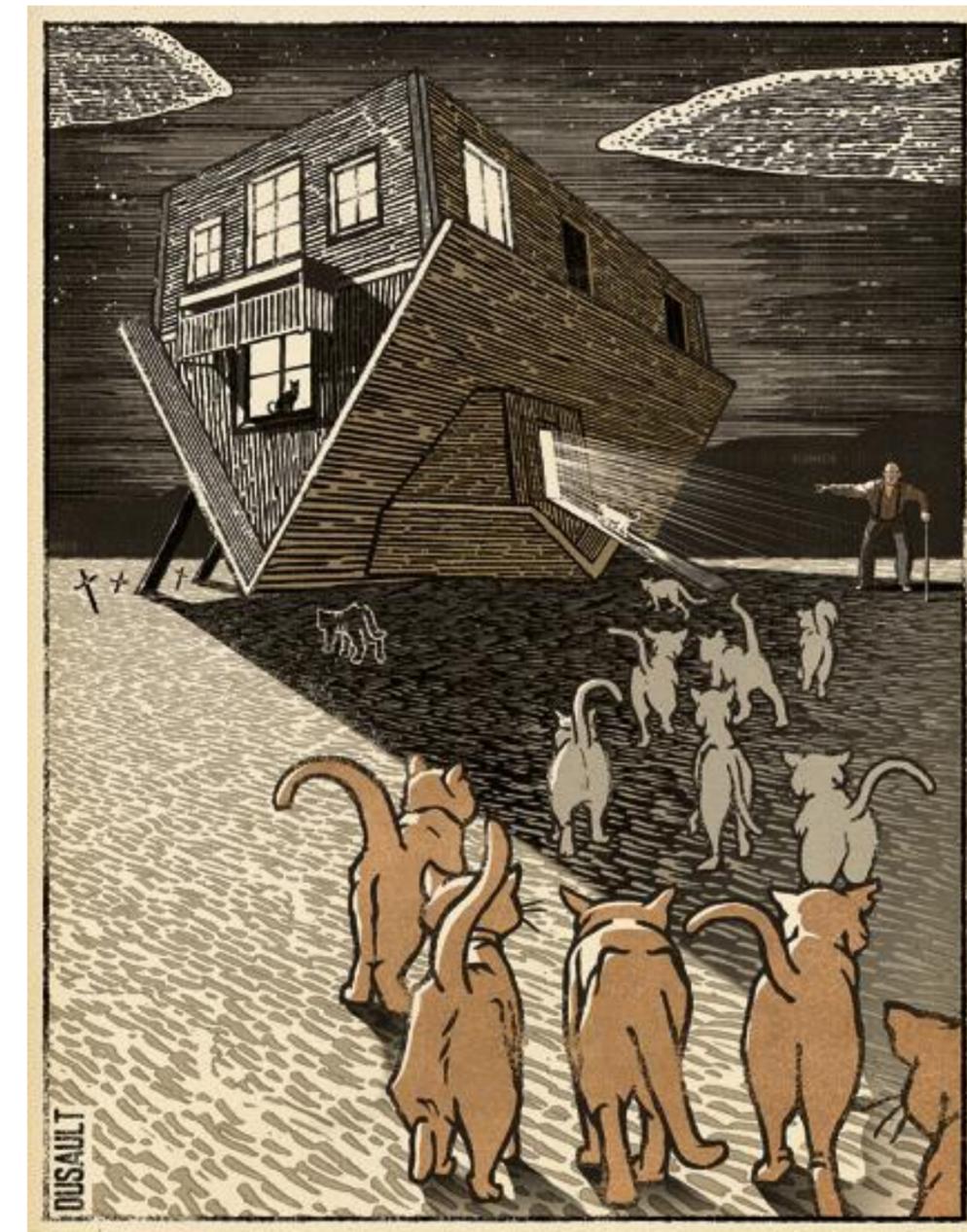
Joëlle Marchal sait à quel point l'état psychologique de son oncle s'est détérioré. Lorsqu'elle tente de le ramener à la raison, il devient agressif, l'empêchant d'aller plus loin que la cuisine. Voilà des années qu'elle tente vainement de le faire aider par les services sociaux. Elle ne compte plus les appels restés sans réponse. Les preuves de son combat, elle les conserve dans un classeur violet qu'elle trimballe partout. Mais là, c'est pire que tout. D'une voix blanche, elle prévient la police.

Tout le monde, dans le quartier, semble assourdi. Une voisine parle d'un homme « poli, discret », le genre prêt à dépanner en venant tailler une haie ou balayer une terrasse jonchée de feuilles mortes. « Il sortait toujours très propre, la chemise amidonnée, rasé de près. Même pour aller faire les courses, raconte Annie La Barbera, 63 ans, qui habite juste en face. C'est vrai que depuis deux, trois ans, on avait remarqué avec mon mari des changements. C'était plus sale que d'habitude. Il avait l'air d'avoir besoin d'aide, mais il avait beaucoup trop honte pour l'admettre. » A l'entendre, Francis faisait tout pour maintenir les apparences. Alors, parfois, en son absence, elle débarrassait son jardin des sacs-poubelle et les jetait discrètement. « Mais on ne pouvait pas imaginer que chez lui, c'était comme ça... »

« LONGUE DESCENTE AUX ENFERS »

Au début, l'octogénaire enterrait les animaux « dignement », raconte Joëlle. Dans des boîtes en bois fabriquées pour eux, avec un lange, un doudou, parfois leur nom gravé sur la boîte. Il avait ses propres rites funéraires, et enterrait même les écureuils ou les renards venus mourir sur son terrain. Il lui arrivait aussi de ramasser les carcasses d'animaux le long de la route pour les mettre dans des boîtes. C'est le décès de l'une de ses sœurs, il y a vingt-quatre ans, au moment de son départ à la retraite, qui semble avoir marqué un tournant dans sa vie. Et puis sont arrivées les douleurs dorsales. « Le vrai basculement, ça a été le tramadol », tranche sa nièce. Un médicament contre la douleur contenant des extraits d'opium que le médecin de famille lui prescrivait depuis cinq ans, malgré l'inquiétude de ses proches qui le craignaient « accro ». Ce même généraliste n'a pas répondu aux questions des services sociaux, sollicités par Joëlle Marchal. « Quand il n'avait pas sa dose, il était insupportable », poursuit-elle.

Alors la sœur, la nièce et les petites-nièces de Francis multiplient les appels à l'aide. Aux services sociaux, de gérontologie et d'hygiène de la ville de Nice. Aujourd'hui, les Marchal parlent d'une « longue descente aux enfers ». Elle commence fin 2019. Les infirmières spécialisées en psychogériatrie n'ont pas voulu monter le chemin menant à la maison, trop pentu, confient-elles à Joëlle. Les « municipaux » chargés de l'hygiène se disent incapables de localiser la villa. A la seule convocation du service de gérontologie reçue, en novembre 2020, le



L'homme qui aimait trop les chats

Francis, un octogénaire niçois, vivait seul avec plus de cent félins, malades ou morts. Malgré les alertes de ses proches, il a fallu plus de deux ans pour qu'il soit hospitalisé en psychiatrie. Retour sur un dysfonctionnement

retraité explique que « tout va bien ». Résultat : le dossier dort. Les mois défilent, ponctués de relances, d'appels en absence. Un jour, lors d'un enterrement, Joëlle raconte qu'une assistante sociale lui a téléphoné. « J'attends toujours qu'elle me rappelle », dit-elle, amère. Une autre, en novembre 2021, aurait répondu à ses plaintes qu'elle avait une « obligation de moyens, pas de résultat ».

La famille imagine aussi d'autres stratégies. A l'automne 2020, quand le téléphone de Francis tombe en panne, un technicien se déplace : le combiné est hors service à cause de l'urine de chat. Les Marchal attendent plusieurs semaines, persuadées que l'employé signalera aux autorités l'état du logement. Comme rien ne vient, elles rédigent elles-mêmes un message d'alerte en se faisant passer pour lui. Là encore, les services d'hygiène ne parviennent pas « à localiser l'adresse ».

En octobre 2021, Joëlle tente de prévenir le président du département, Charles Ange Ginésy, ainsi que le parquet de Nice. En copie, toutes les institutions auxquelles elle peut penser : la direction départementale de la protection des populations, le service « animal dans la ville » de la ville, les caisses d'activité

« C'EST TOUJOURS PAREIL, ON ÉLUDE CAR IL NE S'AGIT QUE D'ANIMAUX. DANS CETTE HISTOIRE, C'EST À L'ENCONTRE DES INSTITUTIONS QUE DES REPROCHES DOIVENT ÊTRE FORMULÉS »

M^e GHARBI-TERRIN
avocate de la famille
de Francis

sociale. Tous se relancent la balle. « Quand on fait des signalements pour des animaux, tout le monde s'en colle », estime M^e Isabelle Gharbi-Terrin, avocate de la famille et présidente de l'association Défense et dignité animales. Sollicitée par *Le Monde*, la ville de Nice répond que des vérifications sont en cours pour retrouver des précisions sur ce dossier.

Le trouble dont souffre Francis, hospitalisé depuis début janvier en psychiatrie, a un nom : le syndrome de Noé, du nom du personnage biblique sauveur des animaux. « Tout le monde peut être touché », indique le neuro-psychogériatre Jean-Claude Monfort, avant de préciser avec insistance qu'il « ne s'agit pas d'une maladie ». Ce syndrome appartient à la famille, plus vaste, du syndrome de Diogène, qui se manifeste par une désorganisation du rapport aux objets, au corps et à l'autre. La personne affectée accumule toutes sortes de choses et de détrit, tout en négligeant son hygiène. De plus en plus isolée, elle se retrouve dépassée par le nombre de bêtes accumulées et se mure dans le déni. A vouloir les sauver toutes, à en accueillir trop, elle peine à répondre à leurs besoins. « Quand il s'agit d'accumulation d'animaux, les gens

s'émeuvent plus vite, trouvant ça horrible, continue le docteur Monfort, mais ce qu'ils oublient de voir, c'est que le propriétaire est dans le même état que ses bêtes. »

Francis dormait sur un lit cassé et un matelas souillé, sans draps. Il avait une télévision, mais elle a fini par lâcher, les chats urinaient dessus. La famille en a pris une autre, à écran plat, mais les félins l'ont renversée et cassée. Propriétaire, avec une pension mensuelle de 1700 euros, le retraité n'était pas un « précaire ». Mais les quinze premiers jours du mois, quand il allait faire ses courses chez Monoprix, il achetait des pâtés haut de gamme et du poisson pour ses bêtes, et le minimum pour lui. « Une demi-conserve de cassoulet par jour et puis voilà », d'après ses proches.

Dans sa chambre, au-dessus de l'armoire, une valise en cuir témoigne de sa vie d'avant, du temps où il travaillait chez General Motors (GM), sur la Côte. Un bon vendeur, à en croire les lettres de félicitations datant de son départ en retraite, en 1998. Un homme « extrêmement maniaque », tiré à quatre épingles, ajoute la famille. Il fallait le voir lustrer les jantes de son Opel GT et protéger les sièges en cuir en les couvrant de serviettes-éponges. Il avait un côté patriarcal : un sacré caractère, parfois difficile. Et l'art de s'occuper de sa maison, pelouse soignée, volets repeints. Il aimait les courses auto et les livres sur les animaux. Plus jeune, il avait été fiancé, puis marié, très brièvement, sans jamais avoir d'enfant.

Francis tient beaucoup à cette villa. Il a grandi ici, avec ses huit frères et sœurs, et leurs parents, des métayers italiens, simples paysans locataires des terres. Francis avait pu la racheter une fois embauché par GM. L'endroit est chargé d'histoire. Au-dessus du mausolée qu'il a construit pour certains chats, au fond du jardin, ses parents avaient caché des bijoux juifs pendant la guerre. Et dans la cuisine aux tomettes rouges, un gradé allemand qui s'imposait souvent au moment du déjeuner prenait le petit Francis sur ses genoux et lui faisait goûter les plats pour s'assurer qu'ils n'étaient pas empoisonnés.

UNE ANGOISSE RENFORCÉE PAR LE COVID

La villa, comme la famille, a fini par tomber en ruine. « Dans ce type de trouble, le patient ne veut aucune aide et ne demande rien, alors qu'il semble avoir besoin de tout », indique M. Monfort. C'est un critère essentiel. Dans le cas de Francis, la crise sanitaire et les confinements successifs n'ont rien arrangé. « Le Covid a apporté un terreau pour énormément de cas difficiles », poursuit le médecin. La mère de toutes les difficultés psychologiques, c'est l'angoisse. Donc une angoisse environnementale peut faire flamber votre particularité psychologique. »

La sœur et la nièce du retraité renflouent régulièrement son compte en banque. « On a dû y laisser plusieurs dizaines de milliers d'euros, assure Joëlle. Mais il n'y avait que ses chats qui comptaient. Il croyait qu'en les séquestrant, il leur évitait la maladie ou les dangers du dehors. Dans sa tête, il était le seul à pouvoir les sauver. » Parmi les sarcophages extraits de la maison, une boîte rouge en forme de cœur, semblable aux boîtes de chocolats offertes à la Saint-Valentin. A l'intérieur, un chat mort.

Effrayée par les répercussions de l'affaire, la famille a sollicité M^e Gharbi-Terrin. « A chaque fois, c'est pareil, regrette celle-ci : éluder, ne pas voir, ne pas vouloir voir, car il ne s'agit que d'animaux. Dans cette histoire, c'est à l'encontre des institutions que des reproches doivent être formulés. » D'habitude, cette pénaliste du barreau de Marseille s'occupe des cas de maltraitance et de sévices graves contre les animaux ; ses adversaires sont plutôt les propriétaires. Mais cette fois, à ses yeux, « la détresse animale est une conséquence de la détresse humaine. Il faut soigner l'humain en amont pour éviter de devoir s'émouvoir après sur de pareilles maltraitances ». C'est pour cela qu'elle envisage d'assigner l'Etat français en responsabilité.

Au parquet de Nice, une enquête pour maltraitance animale a été ouverte contre Francis. Depuis décembre, les femmes de la famille Marchal enchaînent les allers-retours à la déchetterie pour vider des monceaux de papiers et de détrit imprégnés d'odeurs terribles. Un matin, quand l'employé municipal a refusé son chargement, Joëlle a fondu en larmes.

Annie La Barbera, la voisine, n'est plus que colère et ne cesse de refaire le film dans sa tête. « Il faut être attentif aux gens comme ça, dit-elle, les larmes aux yeux. Ça ne vient pas pour rien, c'est tout le système qui est foutu. Sous prétexte qu'on est débordé, qu'il y a le Covid, que ce sont des choses trop courantes, et que les organismes qui peuvent aider sont sous l'eau, on laisse couler. C'est un laxisme général et nous sommes tous responsables. »

SOFIA FISCHER